

Les Clefs d'un témoignage

Le [témoignage rapporté par Mihai Dinu Gheorghiu](#) offre au lecteur un matériau d'une exceptionnelle richesse, tant par ce qu'il révèle de la vie d'un cadre technique pendant la fin de l'ère Ceausescu que par les informations politiques, fussent-elles subjectives, sur les linéaments surprenants de la non moins surprenante «révolution» roumaine des 21-23 décembre 1989.

Une première information doit être retenue qui à l'époque n'avait pas appelé l'attention des publicistes plus préoccupés de sensationnel nécrophile que de compréhension. C'est l'attente et l'espoir habitant la population dès la chute du mur de Berlin, ainsi que son extrême nervosité avant et après le XIV^e congrès du PCR qui, une fois encore, avait consacré le succès sans partage du secrétaire général du parti et de son clan. Ceux qui suivaient avec minutie les événements roumains avaient eu vent de tensions et de contestations parmi les cellules ouvrières au cours des mois précédant l'organisation du congrès. Des voix s'élevaient dans les organisations de base pour repousser la réélection de Ceausescu tandis que quelques intellectuels découvraient, tardivement, et comme par enchantement, les vertus de la dissidence. Or ce texte nous apprend qu'avant même la chute du régime, et les événements de Timisoara, une manifestation de protestation était prévue à Iasi... Quelque chose était donc ébranlé dès lors que l'allié le plus fidèle, vassal de l'URSS brejnévienne, Honecker, avait dû céder, devant la contestation populaire, tandis que pour les joueurs avertis, il ne pouvait s'agir que d'un lâchage de la part des Soviétiques. Puis vint le tour de la Tchécoslovaquie. Il n'était plus possible de douter que les partis communistes étaient balayés avec la complicité des services secrets locaux et soviétiques. Aujourd'hui, on sait avec précision que les ordres donnés pour réprimer fermement les manifestations de Leipzig ont été court-circuités par les KGB-istes de la Stasie

et que la répression de la première manifestation de la «révolution de velours» à Prague n'était qu'une provocation organisée par les services de sécurité afin de déconsidérer les durs du parti communiste et de permettre la mise en place de solutions plus réformistes.

En Roumanie, la situation était plus complexe. Depuis vingt ans, la politique de Ceausescu visait à éliminer, autant que faire se pouvait, l'influence interne et externe des Soviétiques. Si bien qu'il fallait plutôt compter avec les courants réformistes œuvrant de manière plus ou moins autonome au sein du parti. Si, comme le remarque l'auteur, la police est omniprésente dans le centre de la ville, recouvre de peinture les slogans anti-Ceausescu et interdit tout attroupement, il n'empêche que ses comportements manifestent une ambiguïté certaine. D'un côté, la police terrorise par sa seule présence, tandis que de l'autre elle arrête des étudiants qui manifestent en portant des signes de deuil et des bougies (se conformant au style des manifestants de Leipzig et de Prague, preuve, s'il en fallait, du rôle des média internationaux), mais elle les relâche le lendemain matin après leur avoir fait payer une simple amende pour un motif dérisoire au regard d'une menace révolutionnaire: «trouble de l'ordre public». Cette attitude montre, me semble-t-il, que le coup d'État-révolution était déjà en préparation au sein même de la Securitate. Et je n'en veux pour preuve que l'épisode de Falticeni, lorsque le témoin découvre que le colonel de la Securitate d'un régiment stationné près de cette ville est présenté par les autorités locales comme l'un des organisateurs de la «révolution» dans la ville!

D'autres indices renforcent cette lecture. Ainsi, on apprend que les responsables de l'ordre à Suceava, les chefs de la milice (depuis devenue police) et de la Securitate se mettent aux ordres du conseil provisoire, tandis que leur supérieur hiérarchique, l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur du département, continue d'exercer un pouvoir suffisant pour

contraindre l'administration des Postes d'installer au siège du conseil des téléphones supplémentaires. C'est encore cet officier supérieur du maintien de l'ordre qui prend en charge les casernes de la milice et de la Securitate afin d'éviter que les soldats et les sous-officiers ne soient pris de panique et ne commettent quelque bêtise sanglante. À cela, il convient d'ajouter le rôle attribué au secrétaire du parti du département et aux officiers supérieurs de la milice et la Securitate: pris en otage par le conseil, ils demeurent calmes voire détendus; c'est ce comportement qui les rend suspects et non une quelconque offensive cherchant à les délivrer des mains des «révolutionnaires». Il faut donc en conclure qu'ils savent ne rien risquer. On en trouvera la preuve ultime à la fin du témoignage, avec l'histoire des revolvers perdus puis retrouvés, lorsque ces mêmes officiers, changeant de ton, les lui réclament en retrouvant leurs anciennes habitudes de commandement. C'est là que les «révolutionnaires» et surtout le témoin, observateur perspicace, mesurent leur impuissance et les manipulations dont ils furent l'objet.

C'est encore à la lumière de ce témoignage que l'on peut comprendre combien les nouvelles alarmistes lancées par la télévision et la radio de Bucarest (avec la complicité de certaines radios étrangères) sont les armes de la déstabilisation des nouveaux pouvoirs locaux, précaires et instables, lesquels sont obligés de s'en remettre à la protection de la Securitate pour se garantir de toute attaque des invisibles et omniprésents «terroristes». Le témoin devine très vite que les bruits alarmistes qui traversent la ville, une attaque ici ou là, un braquage de banque, ou de magasin, etc., ne recouvrent aucune réalité sinon comme manœuvre destinée à empêcher le nouveau pouvoir de s'organiser. Sa version me paraît d'autant plus crédible que les «révolutionnaires» n'ont pas d'armes ou lorsqu'ils en possèdent elles sont dépourvues de cartouches! Quant à la Securitate, jamais elle ne tire sur les «révolutionnaires». Voilà qui détruit le mythe des «terroristes» qui, selon les

média roumains et occidentaux, voulaient défendre jusqu'à la mort le régime Ceausescu. Une chaîne de télévision française avait même filmé dans un hôpital de Bucarest des «terroristes» blessés! «Terroristes» aussi vrais que les charniers de Timisoara et leurs 4.000 morts! Quant à la foule massée devant le siège du conseil, ses huées, ses acclamations suggèrent à l'observateur que des informateurs, des provocateurs et des agents divers de la Securitate jouent de l'inconstance et de la versatilité d'une foule apeurée pour déstabiliser le conseil.

La lecture de ces lignes laisse deviner où se situe le vrai pouvoir: il demeure fermement entre les mains des anciennes forces de l'ordre qui semblent plus ou moins bien contrôler la situation et laissent les gens vivre une expérience de révolte qui se donne comme révolution. D'autres éléments d'information confirment cette interprétation. Ainsi l'impossibilité du nouveau pouvoir local à changer les directeurs d'entreprise montre les limites étroites de ce pouvoir et ce qui, derrière, garantit à l'ancienne organisation le maintien de ses privilèges.

Lorsqu'au début du mois de janvier 1990, quelques jours après l'exécution sommaire du président Ceausescu et de son épouse, j'avais écrit et publié un article intitulé, «Un thermidor à la roumaine» ¹Republié dans les *Cahiers d'Iztok*, n°1, édition Acratie, 1991., je n'avais à ma disposition, outre une connaissance assez précise de l'histoire sociale et politique de la Roumanie contemporaine, que les invraisemblances relevées à la vision des images télévisées, l'écoute des radios, la lecture des journaux. Peu après, on apprenait que les charniers de Timisoara n'étaient qu'une ignoble et macabre mise en scène, que les «terroristes» étrangers (surtout arabes!) n'avaient jamais existé, que le FSN s'était formé bien avant le mois de décembre 1989.

Plus tard, en février 1990, lors d'un voyage d'un mois en

Roumanie, les nombreuses interviews effectuées dans divers milieux socio-professionnels me prouvaient que la «révolution» de décembre n'avait été qu'un remarquable coup d'État, qu'une remarquable mise en scène de révolution jouant à la fois sur les registres intérieurs (faux combats et vrais morts à Brasov par exemple) et les média étrangers. Mise en scène de révolution où, parfois, des bavures ont causés des victimes non prévues par le scénario (combats entre quelques compagnies de la milice et de la Securitate contre l'armée à Sibiu). Toutefois, en certains endroits, à Timisoara et Bucarest surtout, il était possible de croire aux prémisses d'une authentique révolte populaire sans qu'elle possédât jamais la force d'un bouleversement radical. Aux lieux-clefs du pouvoir nous ne vîmes émerger aucun leader qui n'appartînt déjà à la nomenklatura ou à l'élite intellectuelle longtemps collaboratrice.

Révolution manquée diraient certains. Tel n'est pas mon avis, car il n'y eut jamais à proprement parler de révolution: tout au plus une contre-révolution réalisée par des communistes réformistes à laquelle s'est mêlée ici ou là (Timisoara, Cluj, Brasov) les prémisses d'une révolte populaire bien vite reprise en main. Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses victoires, l'ex-PCR rebaptisé FSN a réussi à se donner une légitimité démocratique grâce à son succès électoral. Or les préparatifs de la campagne électorale se sont faits dans l'atmosphère d'une véritable campagne de teneur occulte organisée par des équipes mixtes composées d'anciens activistes du parti et des membres de la Securitate (en particulier dans les campagnes et les petites villes), tandis que l'organisation des élections était contrôlée par l'ancienne administration soucieuse de ne rien perdre de ses prérogatives ²En particulier il convient de souligner que les listes électorales se fondaient sur le dernier recensement de 1977! Placées sous le contrôle d'observateurs occidentaux il est remarquable que ces parangons de la démocratie n'aient pas suscité la moindre protestation après les élections. C'est à

ce propos qu'il conviendrait, peut-être, de relever la connivence, sinon la convergence d'intérêts entre le FSN et l'Occident, lequel voyait (et voit toujours en ce dernier) le garant le plus sûr au maintien de l'ordre. Surtout pas de vagues dangereuses.. Malgré les maladroites, les erreurs, telle que l'intervention répressive des mineurs au mois de juin 1990; malgré l'agitation plus ou moins contrôlée par les oppositions comme les manifestations plus ou moins permanentes à Timisoara, Bucarest, Brasov; malgré la constitution de syndicats indépendants, la multiplication des grèves ici et là, et l'effondrement de la production; et grâce à la faiblesse de tous les partis d'opposition, noyés dans des querelles parlementaires et incapables de se trouver une véritable base sociale, le pays semble encore bien tenu en main par le FSN. Si, comme l'affirme un de ses leaders, Silviu Brucan (vieux routier du communisme), «le pays est ingouvernable, parce qu'il faut au moins vingt ans au peuple roumain pour apprendre la démocratie», il convient d'en tirer une conclusion, à savoir qu'aucune force politique alternative n'a et n'aura les moyens, à court terme, de remettre sur la voie la production, d'établir l'ordre et la confiance sociale nécessaires, hormis une dictature civile ou militaire, dont les véritables maîtres appartiendront toujours aux anciennes élites des forces de l'ordre, du parti et de l'armée auxquels se joindront les opportunistes (intellectuels et gérants de l'économie) qui ne manquent jamais à l'appel.

Toutefois, ce qui caractérise le régime politique actuel de la Roumanie c'est moins une crise de légitimité qu'une crise générale d'autorité tant du côté du pouvoir que du côté de l'opposition: le pays vit dans une sorte d'anomie politique qui profite chaque jour plus aux populistes-nationalistes et, *last but not least*, au régime précédent. Il n'est pas rare à présent d'entendre parmi les ouvriers et les employés des opinions favorables au président Ceausescu. Chômage massif, inflation massive, effondrement de la production, rareté générale des produits de première nécessité, alimentent un

ressentiment gros de dangers.

* * * *

L'exemple roumain éclaire, par la violence du changement de pouvoir, le sens des mutations politiques qui ont balayé les communistes en Europe de l'Est. Celles-ci ressemblent plus à un retrait programmé des Soviétiques avec l'accord des puissances occidentales (on n'a toujours rien appris sur les décisions prises à Malte juste avant que les régimes communistes les plus autoritaires ne soient contraints à lâcher prise), de manière à éviter de véritables révolutions qui auraient peut-être conduit à l'émergence d'une troisième voie qui ne soit ni le léninisme centralisateur, bureaucratique et policier, ni le capitalisme libéral, insoucieux du bien-être collectif et de protection sociale. C'était à l'évidence le but du Neues Forum de l'ex-RDA. Il a échoué devant la puissance du mark: les Allemands de l'Est s'étant fait acheter puis conquérir par la Deutsche Bank. Toutefois, ce qui était possible pour la RDA ne l'est pas pour les autres pays de l'Est qui, avec le retrait soviétique, l'arrêt des fournitures de matières premières à bon marché, l'effondrement du Comecon, retrouvent la vérité de leur état économique d'avant-guerre, à savoir celui de pays pauvres qui n'ont aucun pouvoir sur leur destin économique et doivent se soumettre aux décisions prises par les grands trusts financiers internationaux, le FMI, la Banque mondiale et aux lois d'un marché planétaire sur lesquelles leur poids est négligeable. Après les désastres de l'expérience communiste (qui restent encore à penser philosophiquement) déjà une conscience aiguë des désastres du capitalisme libéral surgit (c'est l'une des raisons des taux d'abstention élevés lors des premières élections libres en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie). Pays pauvres, ils ne constituent pas un marché immédiat pour les économies occidentales parce que pour qu'il y ait marché il faut qu'il y ait de l'argent! Or il n'y en a guère. Ces pays ont toujours été pauvres (à l'exception de la Bohême-Moravie), et seuls les immenses sacrifices

imposés avec une violence inouïe par les régimes communistes ont réussi à dégager une plus-value pour construire une industrie pensée au milieu du XX^e siècle dans les termes du XIX^e siècle. Quoi qu'en disent les idéologues du libéralisme (toujours animés d'un optimisme dévastateur), «le retard historique» dans le champ du capitalisme ne se rattrape pas avec les incantations aux vertus rédemptrices de l'économie de marché, les bonnes paroles des bailleurs de fonds occidentaux, la virtuosité rhétorique des jeux parlementaires, et, *last but not least*, les hochets de la sous-culture gadgétique planétaire. Car ce n'est pas avec le capitalisme des vendeurs de gaufres, de T-shirt et de jeans que l'on reconstruira l'économie en ruine. Une telle mutation, celle de bâtir une nouvelle industrialisation, exige d'autres et cruels sacrifices que les nouveaux pouvoirs n'ont plus la force idéologique et répressive d'imposer à leurs populations.

Dès lors, la liberté politique récemment acquise ressemble bien à une nouvelle illusion: mirage d'indépendance politique et sujétion économique, voilà qui est le lot de tous les pays du tiers-monde. Pays ingouvernables qui, à court terme, verront se lever du sein même de la population des appels à l'imposition de régimes autoritaires, peut-être dictatoriaux. Car changer l'Est impliquerait que l'Ouest change aussi, ce qui ne semble guère être le programme des démocraties occidentales qui, chaque jour, entraînent le monde dans une ruineuse et mortelle course à l'innovation technologique, à l'urbanisation la plus irrationnelle (dont les régimes communistes ne furent pas les seuls à mettre en œuvre), au saccage des plus beaux sites naturels, lesquels profitent aux groupes industriels et financiers qui contrôlent les techniques et les échanges financiers à l'échelle de la planète.

Claude Karnoouh